

Ursula von der Leyen a présenté son programme aux députés



Ursula von der Leyen a présenté ses priorités en tant que future Présidente de la Commission.

Au cours d'un débat avec les députés, Ursula von der Leyen a exposé sa vision en tant que future Présidente de la Commission. Les députés se prononceront sur sa nomination à 18 heures.

Ce matin, Ursula von der Leyen a présenté aux députés réunis à Strasbourg [ses priorités politiques](#) si elle était élue Présidente de la Commission.

Voici une sélection des sujets qu'elle a évoqués dans son discours:

Considérant que la nécessité collective d'une "planète saine est notre plus grand défi et notre plus grande responsabilité", Mme von der Leyen a proposé des objectifs d'émissions plus ambitieux, avec une réduction de 50 à 55% d'ici 2030, et s'est engagée à présenter un projet de "Green Deal pour l'Europe" ainsi qu'une législation européenne sur le climat durant les 100 premiers jours de son mandat. Elle a également annoncé des projets pour un investissement européen durable (également via la conversion partielle des fonds de la BEI en une "banque du climat") afin de fournir un milliard d'euros d'investissements dans la prochaine décennie.

Mme von der Leyen a également souligné que l'UE devait mettre en place une économie au service des citoyens. Toutefois, afin d'atteindre cet objectif, "tout le monde doit partager le fardeau", notamment ces géants des technologies qui ont des activités (et qui doivent continuer à en avoir) en Europe mais qui ne dédommagent pas les citoyens européens pour leur accès au capital humain et social de l'UE.

Réitérant son engagement en faveur d'un équilibre des genres au sein du Collège des commissaires, Mme von der Leyen a également souligné que la violence à l'égard des femmes devait être résolument combattue. Elle s'efforcera donc de définir la violence à l'égard des femmes comme un crime dans les traités européens et de parachever l'adhésion de l'UE à la Convention d'Istanbul.

Mme von der Leyen a rappelé son engagement en faveur de l'État de droit comme valeur européenne, annonçant qu'elle comptait mettre en place un mécanisme de surveillance européen en complément des mesures existantes. Elle a souligné que ces valeurs européennes incluaient aussi le devoir de sauver des vies en mer et devaient se traduire par une politique humaine aux frontières. Elle a affirmé son soutien à un "nouveau pacte sur la migration et l'asile" et à la réforme du règlement de Dublin, ajoutant qu'elle s'efforcera de garantir que les effectifs des garde-frontières Frontex atteignent les 10 000 d'ici 2024 et non 2027 et que tous les pays devaient assurer leur juste part du fardeau sur la base du principe de solidarité européenne.

Concernant la démocratie européenne, Mme von der Leyen a annoncé le lancement en 2020 d'une Conférence sur l'Europe, sur deux ans, durant laquelle les citoyens auront un rôle actif. Elle a également souligné la nécessité de renforcer le système des Spitzenkandidaten et de réexaminer les listes transnationales pour les prochaines élections européennes. Elle a enfin affirmé son soutien plein et entier à un droit d'initiative pour le Parlement européen, s'engageant à présenter une proposition législative en réponse à chaque résolution adoptée par la majorité des membres composant le Parlement.

Réaction des groupes politiques

[Manfred Weber](#) (PPE, DE) a confirmé le soutien de son groupe à Mme von der Leyen. "Nous défendons une Europe équitable, moderne et innovante, sûre, ouverte et écologique. Nous mettrons en œuvre ces engagements de concert avec elle." Il a salué ses propositions relatives

au droit d'initiative pour le PE et à l'optimisation de la procédure des Spitzenkandidaten, avant de conclure: "Les accords en coulisse doivent faire partie du passé."

Iratxe García (S&D, ES) s'est plainte du fait que "la démocratie européenne progressait bien trop lentement" et a souligné que Mme von der Leyen devait présenter plus en détail la façon dont elle comptait répondre aux attentes des citoyens, et notamment des jeunes, avant que le groupe S&D ne puisse décider de la soutenir ou non. Le soutien à la croissance durable, une action plus forte en matière de lutte contre la pauvreté et une stratégie contraignante en matière d'égalité des genres sont essentiels, a ajouté Mme García.

Dacian Cioloș (Renew Europe, RO) a déclaré: "Nous ne pouvons plus décevoir des millions d'Européens qui ont dit OUI à l'Europe. Ils attendent de l'UE qu'elle défende l'État de droit sans hésitation." Son groupe est prêt à soutenir Mme von der Leyen, avec un objectif: le renouveau de l'Europe. "Mais, par-dessus tout, nous attendons de vous un véritable leadership pro-européen. L'Europe n'est pas une administration mais une ambition politique", a-t-il déclaré.

Philippe Lamberts (Verts/ALE, BE) a déclaré que son groupe n'était pas prêt à confier le gouvernail de l'Union à Mme von der Leyen à un moment où "notre maison commune brûle d'un climat qui se détraque, d'inégalités toujours plus profondes et d'un recul des libertés fondamentales et de l'État de droit". Si toutefois Mme von der Leyen était élue ce soir, son groupe sera prêt à apporter son concours "chaque fois que les propositions seront à la hauteur des défis existentiels auxquels nous avons à faire face".

Jörg Meuthen (ID, DE) a annoncé que son groupe voterait contre Mme von der Leyen, en précisant qu'elle était incompétente pour ce poste et qu'elle n'avait aucune vision convaincante pour l'Europe. Il lui a reproché d'avoir promis aux groupes trop de choses différentes et contradictoires, notamment en matière d'État de droit et de migration, afin de s'assurer de leur soutien.

Raffaele Fitto (ECR, IT) a demandé à Ursula von der Leyen "des éclaircissements sur le mécanisme de l'État de droit, sur lequel nous sommes en désaccord" avec la politique menée jusqu'ici par la Commission. Sur la lutte contre le changement climatique, il a déclaré: "Nous sommes heureux des propositions telles que le fonds de transition et la banque des investissements durables, mais nous discutons d'objectifs de plus en plus ambitieux sans dire comment les atteindre."

Martin Schirdewan (GUE/NGL, DE) a déclaré que son groupe ne voterait pas en faveur de Mme von der Leyen. Les électeurs espéraient qu'un des Spitzenkandidaten soit élu Président de la Commission, a-t-il affirmé, et non une ministre de la défense, un signal de "pour la poursuite de la militarisation et de l'isolement de l'UE". Il a appelé à mettre un terme aux mesures d'austérité et à investir davantage dans la sécurité sociale, l'éducation, les soins de santé et la lutte contre le changement climatique.

Communiqué de presse

Pour revoir les différentes interventions, cliquez sur les liens ci-dessous:

Déclaration d'[Ursula von der LEYEN](#), candidate à la présidence de la Commission

Premier tour de table des [dirigeants des groupes politiques](#)

Réponse d'[Ursula von der LEYEN](#) au premier tour de table

En savoir plus

[Règlement intérieur du PE](#)

[Produits multimédias - Élection du Président/de la Présidente de la Commission](#)

Contacts

Kyriakos KLOSIDIS

Attaché de presse

☎ (+32) 2 28 32357 (BXL)

☎ (+33) 3 88 1 74651 (STR)

☎ (+32) 470 96 47 35

✉ kyriakos.klosidis@europarl.europa.eu
